



**États-Unis/ *Lord Resistance Army***  
**Traque de Joseph Kony et protection des civils : de l'urgence de mesures pro-actives**

**OBATOKI SALAMI**

*Membre associé à l'Observatoire sur les missions de paix et opérations humanitaires  
de la Chaire Raoul-Dandurand  
[salami.adam@gmail.com](mailto:salami.adam@gmail.com)*

Le 14 octobre 2011, alors que les combats font rage en Lybie, et que les événements en Syrie, au Yémen, et dans le monde arabe d'une manière générale captent l'attention médiatique et l'opinion internationale, le président américain Barack Obama annonce le déploiement de soldats américains en Afrique centrale pour combattre la *Lord's Resistance Army* (LRA) dirigée par Joseph Kony. Cette annonce à ce moment précis fut pour le moins surprenante, au regard de cet agenda international chargé et trouble, ainsi que des efforts croissants que les troupes américaines doivent fournir pour stabiliser l'Afghanistan et l'Irak.

Ce nouveau déploiement de soldats américains pour une intervention militaire outre-Atlantique n'a pas déchaîné la controverse médiatique ou les tempêtes politiques entre démocrates et républicains que suscitent souvent les interventions militaires américaines à l'étranger. On se rappelle de la dernière passe d'armes entre les deux camps au sujet de la Lybie.

Le sénateur républicain John McCain a simplement rappelé<sup>1</sup> que des opérations ayant des buts humanitaires nobles se sont soldées en tragédies involontaire, regrettant que ce déploiement n'ait pas été précédé d'une consultation ou d'une information en amont du Congrès américain, dans la mesure où, selon lui, cette opération pourrait coûter la vie à des soldats américains. McCain a appelé Obama à tenir le Congrès et le peuple américain continuellement informé sur ce déploiement. Cependant, le sénateur américain n'est pas opposé à cette initiative. Son collègue républicain, le sénateur James Inhofe, appuie franchement la décision d'Obama. Selon lui, cela donne de l'espoir pour la fin des atrocités de la LRA dans cette région. James Inhofe, selon un article publié par le *Huffington Post*<sup>2</sup>, se serait rendu dans la région et aurait été témoin oculaire des atrocités commises par la LRA. Cette absence de controverse sur l'envoi de soldats américains en Afrique centrale (Ouganda, République Centrafricaine, Sud Soudan, République Démocratique du Congo), pourrait s'expliquer au moins pour trois raisons.

La première tient au fait que les soldats envoyés dans ces pays sont en nombre limité : pas plus d'une centaine. Selon la lettre de Barack Obama au Congrès, les soldats américains qui ont

---

<sup>1</sup> [http://www.huffingtonpost.com/2011/10/14/obama-central-africa\\_n\\_1011245.html](http://www.huffingtonpost.com/2011/10/14/obama-central-africa_n_1011245.html), (Consulté le 14 octobre 2011)

<sup>2</sup> Idem

entamé leur déploiement le 12 octobre 2011, deux jours avant l'annonce officielle, ne dépasseront pas cent (100). Ils devraient être principalement basés dans les capitales des quatre pays concernés, et agiront comme conseillers, pourvoyant de l'information, de l'assistance technique, technologique et logistique aux responsables militaires de ces pays. Le personnel militaire sera par contre suffisamment équipé pour se défendre, selon Barack Obama. Ces effectifs limités, ainsi que les tâches attribuées à cette équipe, ont certainement contribué à ne pas alimenter la polémique.

S'agissant de la deuxième raison de cette absence de controverse, il convient de rappeler que depuis la fin de l'année 2008 et le début de l'année 2009, la LRA a réussi, à cause de ses multiples violations des droits de l'homme dans la région d'Afrique centrale, à unir les républicains et démocrates américains contre elle.

### **Dès 2008, un engagement accru des États-Unis contre la LRA**

En effet, selon l'ONG américaine *Resolve* qui mène depuis quelques années une campagne soutenue pour un engagement des États-Unis contre la LRA, le *Lord's Resistance Army Disarmament and Northern Uganda Recovery Act*, adopté par le Congrès en 2009, est un texte législatif concernant l'Afrique qui a réuni le plus grand appui du Congrès depuis les trente-sept dernières années<sup>3</sup>. Au total, 267 membres du Congrès (républicains et démocrates réunis), ont approuvé ce document qui a acquis force de loi lorsqu'il a été signé par Obama, le 24 mai 2010. La décision d'envoyer des troupes dans la région d'Afrique centrale tire donc sa source de ce texte de loi.

Par ailleurs, le *Lord's Resistance Army Disarmament and Northern Uganda Recovery Act of 2009* enjoignait le président Obama de développer une stratégie contre la LRA dans un délai bien précis. « Au plus tard 180 jours après la date de la promulgation de la présente loi, le président doit élaborer et soumettre aux commissions compétentes du Congrès une stratégie visant à orienter les futures actions des États-Unis dans la région pour une meilleure efficacité des efforts multilatéraux ayant pour objectif d'atténuer et d'éliminer la menace que représente pour les civils et la stabilité régionale, l'Armée de Résistance du Seigneur<sup>4</sup> ».

Ainsi, faisant suite à cette feuille de route, le président Obama, dans une lettre datée du 24 novembre 2010, a présenté à diverses commissions du Congrès américain, sa stratégie pour combattre la LRA. Celle-ci s'est articulée autour de 4 objectifs principaux : « (a) accroître la protection des civils; (b) appréhender ou retirer du champ de bataille Joseph Kony et ses commandants supérieurs; (c) promouvoir la défection, le désarmement, la démobilisation et la réinsertion des combattants de la LRA restant, et (d) accroître l'accès humanitaire et continuer de fournir des secours aux communautés affectées par la LRA»<sup>5</sup>.

L'annonce, le 14 octobre 2011, du déploiement des troupes américaines en Afrique centrale, est donc la résultante de ce processus engagé en 2009 à la suite d'intenses tractations menées par les

<sup>3</sup> <http://www.theresolve.org>. (Consulté le 06 novembre 2011).

<sup>4</sup> *Lord's Resistance Army Disarmament and Northern Uganda Recovery Act of 2009*. Traduction libre de l'auteur.

<sup>5</sup> <http://www.whitehouse.gov/the-press-office/2010/11/24/letter-president-strategy-support-disarmament-lords-resistance-army>  
Traduction libre de l'auteur.

ONG de défense des droits de l'homme, les représentants des victimes, ainsi que les rapports successifs des bureaux régionaux du Haut Commissariat des Nations Unies pour les droits de l'homme. Pour ces groupes, témoins des massacres continus de la LRA, cet engagement accru de la première puissance mondiale devait venir plus tôt.

Enfin, la troisième raison apparente qui a conduit les élus républicains à soutenir Obama tient au fait que le récent et direct engagement américain contre la LRA a commencé sous Georges W. Bush. En effet, des officiers américains étaient présents sur place en Ouganda, en 2008, lors d'une précédente opération contre la LRA. Cette opération militaire, baptisée *Lightning Thunder*, a été lancée le 14 décembre 2008 par l'armée ougandaise sur le sol de la RDC, en collaboration avec les autorités de ce pays de plus de 2 millions de km<sup>2</sup>.

En théorie, cette opération était simple et devait s'exécuter aisément. Comme le souligne le rapport de *Human Rights Watch* publié en février 2009, « Les États-Unis ont fourni un important support technique, logistique, de planification, et de renseignement. Les objectifs déclarés de l'opération, baptisée *Lightning Thunder*, étaient de détruire ou d'occuper des camps de la LRA, à "chercher et détruire" les forces de la LRA, de "rechercher et de sauver" les personnes enlevées par la LRA, et de tuer ou capturer des dirigeants de la LRA, en particulier les personnes inculpées par la CPI ». <sup>6</sup> Mais cette expédition s'est soldée par un échec cuisant.

En effet, il convient de rappeler que la première journée de cette opération, ce 14 décembre 2008, s'est traduite par un bombardement du lieu supposé où se cachaient Joseph Kony, ses lieutenants, ses combattants et des centaines d'enfants kidnappés, à savoir le parc de la Garamba, situé dans le Nord-Est de la RDC<sup>7</sup>. Mais la "légèreté" avec laquelle cette opération a été effectuée a conduit Joseph Kony et ses lieutenants à s'échapper.<sup>8</sup> Ainsi, les combattants de la LRA, au regard de cette traque engagée contre eux, se sont séparés en petits groupes mobiles et se sont fondus dans les forêts de la RDC, de la Centrafrique et du Sud-Soudan. Dix jours après cette attaque, soit entre le 24 et le 25 décembre 2008, la LRA s'est lancée dans une vague de représailles sanglantes contre les populations civiles de ces trois pays, particulièrement en RDC et au Sud-Soudan. C'est cette période de tueries aveugles, de kidnappings de masse, de destructions systématiques de villages entiers qui a été qualifiée de « massacre de Noël ».

Depuis lors, les tueries, les enlèvements et destructions n'ont pas cessé ; non seulement contre la population des régions du Haut et Bas Uélé de la RDC, mais ces exactions se sont aussi développées et accrues en République centrafricaine et au Sud-Soudan. Du coup, la LRA, dont la menace se déplaçait de pays en pays – Ouganda, Sud-Soudan et enfin RDC<sup>9</sup> – s'est transformée en véritable gangrène sous régionale, causant le déplacement de plus de 300 000 personnes et la mort de 2500 autres.

---

<sup>6</sup> Human Rights Watch, *The Christmas massacre. LRA attacks on civilians on Northern Congo*, February 2009, p. 28. Traduction libre de l'auteur.

<sup>7</sup> A ce jour, le bilan des « victimes collatérales » de ce bombardement n'est pas connu, pas plus que celui résultant des opérations militaires successives conduites par l'Ouganda sur le sol de la RDC contre la LRA.

<sup>8</sup> Selon les informations rapportées par le rapport de Human Rights Watch *The Christmas massacre...*, op.cit, l'armée ougandaise avait au préalable prévu mener l'opération avec des avions de combats MIG. Mais en lieu et place, ce furent des hélicoptères bruyants et lents qui ont été utilisés et qui ont permis aux combattants LRA de voir venir le danger et de s'enfuir.

<sup>9</sup> La LRA a démarré ses exactions en 1986 en Ouganda, avant d'en être chassée en 2002. Entre 2002 et 2005, elle s'est établie au Sud-Soudan, puis en 2005 en RDC.

L'opération *Lightening Thunder*, déjà soutenue par l'expertise américaine, s'est terminée officiellement au mois de mars 2009 sur un constat d'échec. Elle n'a pas abouti par la capture de Joseph Kony. Elle fut mal préparée et mal coordonnée. Au contraire, elle a résulté en une souffrance accrue des populations civiles qui ont dû faire face à la folie vengeresse de la LRA. Aucune mesure préventive de protection des populations civiles n'avait été prise. La mission des Nations Unies en RDC, alors baptisée MONUC, avait eu connaissance, comme tout le monde, du début de cette opération sur les ondes des télévisions et des radios. La MONUC, aujourd'hui MONUSCO, qui avait pourtant pour mandat de « protéger les populations civiles », n'avait pas été prévenue. Elle avait été mise à l'écart de cette opération. Résultat : les populations civiles payèrent en vies et en biens ce manque de concertation des acteurs internationaux et sous-régionaux.

L'armée ougandaise, qui a continué ses opérations militaires en RDC après la fin officielle de *Lightening Thunder*, mais cette fois-ci sous le sceau de la confidentialité (pour ne pas froisser l'opinion congolaise traumatisée par l'occupation ougandaise durant les guerres précédentes en RDC 1998-2003), n'a, jusqu'à ce jour, pas mis la main sur Joseph Kony, bien qu'elle ait capturé certains de ses lieutenants.

En somme, les élus républicains avaient tout intérêt à soutenir les initiatives de Barack Obama, dans la mesure où « leur » président Georges W. Bush avait entamé un travail qui a plutôt mal tourné. Ayant cela à l'esprit, on comprend en partie les craintes formulées par John McCain concernant « ces opérations humanitaires qui se terminent en tragédies involontaires ». Cela prend encore un sens tout particulier lorsqu'on y ajoute la situation vécue par les soldats américains durant l'opération *Restore Hope* en Somalie (1993)<sup>10</sup>.

Évidemment, terminer le travail qui n'avait pas été achevé par l'administration précédente américaine n'explique pas exclusivement la décision d'Obama. Il s'agit également de poursuivre indirectement la lutte globale contre le terrorisme et Al-Qaeda. En effet, les troupes ougandaises combattent les milices Al-Shabab en Somalie au sein de la force africaine de maintien de la paix en Somalie, l'AMISOM. Si la menace que constitue la LRA était définitivement écartée, cela permettrait à l'Ouganda de mieux concentrer ses troupes et ses efforts en Somalie. Atténuer voire éliminer la menace d'Al-Qaeda en Somalie est une préoccupation américaine et internationale. Piraterie, instabilité politique majeure, proximité avec le Yémen ; la Somalie nécessite en effet une surveillance active.

En plus de ces considérations politiques et stratégiques de l'intervention américaine contre la LRA, les cris de détresse adressés directement à Obama par les populations martyrisées à travers des vidéos et des lettres relayés par un puissant lobbyisme des ONG, étaient trop persistants et bouleversants pour laisser l'exécutif américain de marbre.

---

<sup>10</sup> Les Etats-Unis lancèrent l'opération *Restore Hope* " Rendre l'espoir", sous mandat de l'ONU, suite à la guerre civile qui débuta en Somalie en 1992. Il s'agissait d'une des toutes premières interventions menées au nom du droit à l'ingérence humanitaire. Cependant, en 1993, 19 soldats américains trouvèrent la mort lors d'une bataille à Mogadiscio, la capitale somalienne, déchirée par les rivalités que se livrent les seigneurs de guerre. Cela conduisit les Etats-Unis sous Bill Clinton de retirer les troupes américaines, et les casques bleus, en nombre moins important et moins équipés, reprirent le relais de l'opération ONUSOM qui avait démarré en 1992.

## **Prendre des mesures préventives de réelle protection des civils et non se livrer à une simple rhétorique ou des effets d'annonce**

La LRA, groupe armé d'origine ougandaise créé en 1986, est d'une brutalité incommensurable. Son leader, Joseph Kony, fait l'objet d'un mandat d'arrêt international de la Cour Pénale Internationale depuis 2005, avec quatre autres de ses lieutenants dont certains sont maintenant décédés. Les combattants de la LRA, dont le nombre exact n'est pas connu actuellement, tuent, kidnappent, réduisent les jeunes filles et garçons en esclaves sexuels, pratiquent la politique de la terre brûlée et mutilent cruellement leurs victimes. C'est donc peu de dire que les populations qui subissent les exactions de ce groupe armé, lequel ambitionnait d'établir un régime basé sur les dix commandements de Dieu en Ouganda, vivent un vrai enfer terrestre.

En conséquence, c'est un pas très important posé par les États-Unis d'envoyer des soldats sur le terrain, avec un agenda clair et une stratégie inclusive afin de mettre fin à la lourde menace que représente la LRA. Pour les populations et les activistes des droits de l'homme de toutes ces régions, cette décision est un vrai soulagement. Tout au moins, ils voient en ce geste un début de réponse prometteur face à des tueries qui se déroulaient dans le silence et l'indifférence de l'agenda de la communauté internationale<sup>11</sup>.

Cependant, l'analyse de la trajectoire criminelle de la LRA, particulièrement depuis qu'elle a établi son quartier général en RDC, montre que dès qu'elle se sent menacée ou « agressée », elle lance des campagnes meurtrières contre les populations civiles en guise de représailles. En effet, en RDC, entre juillet et août 2008, à la suite d'exactions notables de la LRA, la mission des Nations Unies en RDC avait lancé l'opération *Rudia I*. Cette opération avait pour objectif, à travers diverses campagnes de communications (tracts, etc.) d'inciter les combattants LRA à se démobiliser et rejoindre le processus DDRRR.<sup>12</sup> Furieux de ce début d'opération, la LRA a réagi, à partir de septembre 2008, avec une augmentation des enlèvements de filles et de garçons et davantage de tueries pour exprimer et conserver sa capacité de nuisance. En revanche, les troupes onusiennes et congolaises étaient incapables d'assurer la protection des populations civiles. Elles étaient disparates, peu nombreuses, mal préparées et avaient des moyens limités. Elles devaient opérer sur un territoire de plus de 500 000 km<sup>2</sup>, caractérisé par la forêt dense que les combattants de la LRA, entrés en RDC en 2005, maîtrisaient parfaitement.

C'est immédiatement après *Rudia I* que fut lancée *Lightening Thunder* en décembre 2008 avec l'appui des États-Unis et les troupes ougandaises comme chef de file. Mais dix jours après le début de l'opération, la LRA augmenta de plusieurs crans ses représailles, tuant près de 800 personnes en l'espace de 72 heures. Ces exactions se poursuivent jusqu'à ce jour, sans discontinuer, avec cependant des périodes d'accalmie, causant des déplacements massifs de populations.

L'opération de maintien de paix des Nations-Unies en RDC n'est toujours pas en mesure de

---

<sup>11</sup> Le 1<sup>er</sup> octobre 2011, le Conseil de paix et de sécurité de l'Union africaine a finalisé et rendu officiel un plan de déploiement anti-LRA. Il s'agit de mettre en place une force d'intervention sous-régionale (IRF) composée des quatre pays concernés par la menace représentée par la LRA. Il s'agit d'une décision politique importante de l'UA de s'impliquer, quand bien même elle semble tardive et imprécise à l'heure actuelle. Il reste cependant certain que cette force recevra un appui déterminant de la nouvelle initiative américaine.

<sup>12</sup> Démobilisation, Désarmement, Rapatriement, Réintégration, et Réinsertion.

protéger les civils, et encore moins ceux affectés par la LRA. Les moyens manquent. Il n'y a pas suffisamment de troupes, de ressources hélicoptées et d'équipements adéquats. Les quelques actions entreprises sont dérisoires face à l'ampleur des besoins sur le terrain. Les missions onusiennes en RDC et au Sud-Soudan n'ont pas de mécanisme de coordination efficace. Pour compléter de portrait, les populations de la RDC sont aussi confrontées aux viols et exactions commises par les Forces Armées de la RDC (FARDC), les soldats de leur propre pays censés les protéger contre la LRA, tout ceci dans un climat d'impunité<sup>13</sup>.

En définitive, il ne s'agit pas « simplement » d'une décision d'envoi de *GI's* qui vont rester dans les capitales de ces pays d'Afrique centrale. S'il ce n'est que cela, ces troupes ne changeront rien à la donne actuelle. Ce déploiement conduit à envisager plutôt une nouvelle étape dans la traque de Joseph Kony et qui va impliquer plus d'opérations militaires. C'est ici qu'il faut donc urgemment que soient prises des mesures anticipatives pour mieux protéger les civils, au regard des expériences passées en matière d'exactions de la LRA. Des représailles aveugles sont peut-être à craindre dans le court ou long terme. Quand bien même les opérations militaires successives ont affaibli la LRA, son chef, Joseph Kony, reste actif dans les forêts congolaises, centrafricaines et sud-soudanaises.

À chaque fois qu'approche la fête de Noël, les populations et les enfants des régions affectées par la LRA, ne vivent pas la même joie que les citoyens des pays en paix. En fait, ils craignent de vivre à nouveau le traumatisme du massacre de Noël de 2008<sup>14</sup>. Alors que le président américain a fait son annonce tandis que l'on s'achemine vers la fin de l'année 2011, les populations affectées par la LRA, se sentent certainement réconfortées, mais aussi plongées dans l'incertitude de la réponse d'un des groupes armés les plus brutaux de ces vingt dernières années en Afrique.

C'est pourquoi, au regard de l'expérience documentée de la variation des exactions de la LRA dans la région, il sied de prendre des mesures de prévention pour aller au devant de la réaction de la LRA. Celles-ci peuvent prendre diverses formes. Par exemple, il peut s'agir de mettre en place de puissants mécanismes d'alertes en cas d'attaques et des unités de réactions rapides pré-positionnées pour répondre à ces alertes. La mise sur pied de périmètres sécurisés de protection des populations, en prélude à des opérations militaires importantes, représente également une option. Par ailleurs, la puissance technologique de l'armée américaine sera certainement utile, mais à elle seule, ne peut venir à bout de la menace LRA. La maîtrise du milieu géographique est un élément important à prendre en considération. La région est en effet difficile d'accès. Joseph Kony et ses hommes, qui l'a parcourue de long en large, la maîtrise parfaitement.

---

<sup>13</sup> Les incertitudes politiques nées de la tenue des dernières élections présidentielles qui ont eu lieu en RDC le 28 novembre 2011, avec la proclamation de Joseph Kabila, le président sortant, comme vainqueur, et les contestations de son rival Etienne Tshisekedi, en ajoutent à la vulnérabilité des populations affectées par la LRA.

<sup>14</sup> En décembre 2009, après le massacre de Noël 2008, la LRA a réédité un massacre important avec des tueries massives entre le 14 et le 17 décembre 2009 dans le village de Makombo dans le territoire de Niagara, dans l'Est de la RDC. Près de 320 personnes avaient été tuées. Ce massacre a été mis au jour à partir de janvier 2010 dans des rapports internes onusiens, puis révélé au grand jour en mars de la même année par *Human Rights Watch*.

## **Bibliographie indicative**

Alston Phillip, *Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions, Mission to the Democratic Republic of the Congo*, Janvier 2010.

Eichstaedt □ Peter H, *First kill your family: child soldiers of Uganda and the Lord's Resistance Army*, Lawrence Hill Books, 2009.

Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'Homme, *Summary of fact finding missions on alleged human rights violations committed by the Lord's Resistance Army (LRA) in the districts of Haut-Uélé and Bas-Uélé in Orientale province of the Democratic Republic of Congo*, Décembre 2009.

Human Rights Watch, *The Christmas Massacres LRA attacks on Civilians in Northern Congo*, février 2009.

Human Rights Watch, *Trail of Death LRA Atrocities in Northeastern Congo*, Mars 2010.

International Crisis Group, *LRA: a regional strategy beyond killing Kony*, 2010.

White House & Department of State, *Lord's Resistance Army (LRA) and Joseph Kony: American Efforts to counter the LRA in Central Africa, Uganda, Central African Republic (CAR), Congo, and South Sudan*, Octobre 2011.

<http://www.theresolve.org>

<http://www.whitehouse.gov>

<http://www.huffingtonpost.com>



Chaire Raoul-Dandurand  
en études stratégiques et diplomatiques  
Raoul Dandurand Chair  
of Strategic and Diplomatic Studies